

PARTIE 1 – L’ACTION EN JUSTICE

TITRE 1 – LA NOTION D’ACTION

CHAPITRE 1 – Nature de l’action en justice

SECTION 1 – Droit et action (Art. 30 CPC)

SECTION 2 – L’action, pouvoir légal

SECTION 3 – Action et demande en justice

CHAPITRE 2 – Classification des actions en justice

SECTION 1 – Les actions patrimoniales

§1 – Actions réelles et personnelles

A – les actions réelles

B – les actions personnelles

C – les actions mixtes

§2 – Actions mobilières et immobilières

A - les actions mobilières

B – les actions immobilières

§3 – les actions pétitoires et possessoires

A – les règles communes aux 3 actions possessoires

1 – les conditions de fond

2 – les conditions de procédure

B – les règles spécifiques en matière d’action possessoire

SECTION 2 – les actions extrapatrimoniales

TITRE 2 – LA MISE EN ŒUVRE DE L’ACTION

CHAPITRE 1 – Conditions d’ouverture de l’action en justice

SECTION 1 – Conditions relatives à la personne qui agit

§1 – l’intérêt à agir ([Art. 31 CPC](#))

A – intérêt et droit subjectif

B – caractères exigés de l’intérêt

- 1 – l’intérêt doit être personnel et direct
- 2 – l’intérêt doit être juridique et légitime
- 3 – l’intérêt doit être né et actuel

§2 – qualité à agir

A – l’action attitrée personnelle

B – l’action attitrée dans l’intérêt des tiers

- 1 – l’action dans l’intérêt général
- 2 – l’action dans l’intérêt collectif
 - a) les syndicats professionnels et ordres professionnels
 - b) les associations
- 3 – la défense de l’intérêt d’autrui
 - l’action en défense des intérêts d’autrui par un particulier
 - l’action en défense des intérêts d’autrui par un syndicat de salariés
 - l’action en défense des intérêts d’autrui par une association

SECTION 2 – Conditions relatives à l’objet de l’action

SECTION 3 – Conditions relatives à la nécessité d’agir dans un certain délai

CHAPITRE 2 – L’exercice de l’action en justice

SECTION 1 – Les demandes

- la demande additionnelle ([Art. 65 CPC](#))
- la demande reconventionnelle ([Art. 70 CPC](#))
- la demande en intervention volontaire ([Art. 325 CPC](#))

SECTION 2 – les défenses

§1 – la défense au fond

§2 – l’exception de procédure ([Art. 73 CPC](#))

§3 – la fin de non-recevoir ([Art. 122 CPC](#))

JURISPRUDENCE 2015/2016

- ✓ FNR : défaut de mise en œuvre d’une clause de conciliation : [Civ 3^{ème}, 19.5.2016](#)
n° 15-14.464

PARTIE 2 – LES CARACTERES COMMUNS DE LA PROCEDURE

TITRE 1 – LA COMPETENCE

SOUS-TITRE 1 – LA DESCRIPTION DES REGLES DE COMPETENCE

CHAPITRE 1 – Les règles de compétence d'attribution (Art. 33 et 41 CPC)

SECTION 1 - La compétence d'attribution des juridictions de droit commun

§1 – le tribunal de grande instance

A – compétence de principe en matière personnelle et mobilière

B – compétence exclusive du TGI

C – la chambre du Conseil

§2 – la cour d'appel

SECTION 2 – la compétence d'attribution des tribunaux d'exceptions

§1 – le tribunal d'instance

§2 – le juge de proximité

§3 – le tribunal de commerce

§3 – le conseil des prud'hommes

CHAPITRE 2 – Les règles de compétence territoriale

§1 – le principe

§2 – les exceptions

A – 1^{ère} catégorie d'exception : désignation d'un tribunal déterminé

B – 2nde catégorie d'exception : options de compétence

SOUS – TITRE 2 – LES ASSOUPPLISSEMENTS AUX REGLES DE COMPETENCES

CHAPITRE 1 – La prorogation conventionnelle ou volontaire de juridiction

SECTION 1 – dérogations aux règles de compétence d'attribution : les clauses attributives de compétences d'attributions

§1 – l'ordre des juridictions

§2 – le degré de juridiction

§3 – la nature des juridictions

A – le TGI

B – le TI

C – le TCom

SECTION 2 – dérogations aux règles de compétences territoriales : les clauses attributives de compétence territoriale (Art. 48 CPC + 93 CPC)

CHAPITRE 2 – La prorogation légale de compétence : les pouvoirs du tribunal en ce qui concerne les défenses, les incidents d'instance et les demandes incidentes

SECTION 1 – L'extension de compétence aux incidents d'instance

SECTION 2 – l'extension de compétence aux moyens de défense et demandes incidentes

SOUS-TITRE 3 – LES SANCTIONS DES REGLES DE COMPETENCE

CHAPITRE 1 – Le règlement des questions de compétence

SECTION 1 – Les techniques de déclenchement de la vérification de la compétence

§1 – le déclinaire de compétence (ne peut être formé que par le défendeur) Art. 74 CPC

§2 – l'incompétence relevée d'office par le juge

A – vérification d'office de la compétence d'attribution : Art. 92 CPC

B – vérification d'office de la compétence territoriale : Art. 93 CPC

SECTION 2 – le rôle et les pouvoirs de la juridiction du 1^{er} degré : Art. 96 al 2

SECTION 3 – Les recours ouverts contre la décision de 1^{ère} instance statuant sur la compétence

SECTION 4 – le règlement du problème de compétence et la poursuite

SECTION 5 – Pourvoi en cassation immédiat contre l'arrêt statuant sur la compétence

JURISPRUDENCE 2015/2016 :

- ✓ Incidence du montant de la demande incidente supérieure au taux de compétence : **Cass.Civ 2^{ème}, 24.3.2016 n° 15-16.363**
- ✓ La voie du contredit n'est pas ouverte contre les ordonnances rendues en la forme des référés : **CA Versailles, 14^{ème} ch. 28.1.2016**
- ✓ Contredit : point de départ du délai en cas de notification erronée : **Cass. Ass.plénière, 8.4.2016**

CHAPITRE 2 – Le règlement des exceptions de litispendance et de connexité

TITRE 2 – LE LIEN D'INSTANCE

CHAPITRE 1 – le lien d'instance

SECTION 1 – Les personnes impliquées dans le lien d'instance

§1 – les parties

§2 – les tiers

SECTION 2 – L'objet et la cause

A – l'objet de la demande = le but

B- la cause de la demande = le fondement juridique d'une demande

CHAPITRE 2 – le cadre formaliste de l’instance

SECTION 1 – la forme des actes

§1 – la signification

A – la signification classique

1 – la signification à personne (Art. 654 al 1^{er} CPC)

2 – la signification à domicile

3 – la signification par PV de recherches infructueuses (Art. 659 CPC)

B – la signification par voie électronique

§2 – la notification en la forme ordinaire

SECTION 2 – Sanctions des irrégularités de forme

§1 – les deux catégories de nullité

A – les vices de forme

1 – les conditions de la nullité pour vice de forme (Art. 114 al 1^{er} CPC)

2 – régime de la nullité pour vice de forme

B – les vices de fond

1 – les conditions de la nullité pour vice de fond (Art. 119 CPC)

2 – le régime de la nullité pour vice de fond (Art. 120)

§2 – les effets de la nullité

SECTION 3 – le temps des actes

CHAPITRE 3 – les incidents relatifs à l’instance – les incidents affectant la procédure

§1 – Jonction et disjonction d’instance

§2 – incidents relatifs à l’interruption de l’instance (Art. 369 et 370 CPC)

§3 – incidents relatifs à la suspension de l’instance

A – le sursit à statuer : Art. 378 CPC

B – la radiation de l’affaire : Art. 381 CPC

§4 – Incidents relatifs à l’extinction de l’instance

A – l’extinction de l’instance par la volonté des parties

1 – le désistement

- désistement d’instance
- désistement d’action
- désistement d’acte de procédure

2 – l’acquiescement (Art. 408 à 410 CPC)

B – l’extinction de l’instance en raison de la négligence des parties

1 – péremption d’instance : Art. 386 CPC

2 – caducité de la citation : Art. 406 et 407 CPC

JURISPRUDENCE 2015/2016 LIEN D'INSTANCE :

- ✓ Distinction nullité pour vice de fond / vice de forme : **Cass.Civ 2^{ème}, 5.6.2014**
- ✓ Péremption d'instance : **Cass. Civ 2^{ème}, 29.1.2015 n° 13-21.675 / Cass.Civ 2^{ème}, 24.9.2015 n° 14-20.299**
- ✓ Péremption : absence d'impulsion processuelle au cours d'une procédure oral : **Cass. Civ 2^{ème}, 2.6.2016**

TITRE 3 – LES DIFFERENTES PROCEDURES

SOUS – TITRE 1 – LES PROCEDURES CONTENTIEUSES

CHAPITRE 1 – La procédure contentieuse définitive et contradictoire

§1 – la demande introductive d'instance (Art. 54 CPC)

A – la citation par assignation (Art. 56 CPC)

B – la requête conjointe (Art. 57 CPC)

C – la déclaration : (Art. 58 CPC)

§2 – la saisine de la juridiction

§3 – les débats

CHAPITRE 2 – La procédure contentieuse par défaut

SECTION 1 – le défaut faute de comparaître

§1 – défaut de comparution du demandeur : le jugement dit contradictoire

§2 – défaut de comparution du défendeur : le jugement réputé contradictoire

A – défendeur unique

B – pluralité de défendeurs

**SECTION 2 – le défaut faute d'accomplir les actes de la procédure
dans les délais requis : (Art. 469 al 1^{er} CPC)**

SOUS – TITRE 2 – LA PROCEDURE EN MATIERE GRACIEUSE

PARTIE 3 – LES SPECIFICITES DE CHAQUE JURIDICTION

TITRE 1 – LA PROCEDURE DEVANT LE TGI

SECTION 1 – Procédure contradictoire ordinaire avec ou sans mise en état

§1 – l'introduction de la demande

A – l'assignation et les conclusions du demandeur

B – la comparution du défendeur par constitution d'avocat (Art. 814 CPC)

§2 – la saisine du tribunal (Art. 757 al1^{er} ; Art. 757 al2)

§3 – l'audience d'appel des causes (audience de pure procédure)

§4 – l'instruction de l'affaire devant le JME (juge unique) (Art. 763 CPC)

§5 – la clôture de la procédure d'instruction

SECTION 2 – Les procédures spéciales devant le TGI

§1 – les procédures subordonnées à un libre choix de tous les plaideurs

A – la requête-conjointe

B – la procédure devant un juge unique (Art. 801 à 805 CPC)

§2 – les procédures accélérées

A – la procédure d'urgence à jour fixe

1 – nécessité de l'urgence (Art. 788 al1^{er} CPC)

2 – l'assignation et la saisine du tribunal

3 – déroulement de la procédure et jugement

B – la procédure sur décision de renvoi de la juridiction pénale

§3 – la procédure en matière gracieuse (Art. 798 à 800 CPC)

§4 – les procédures devant le Pdt du TGI

A – la juridiction contentieuse du Pdt

B – la procédure devant le Pdt du TGI, juge de l'exécution

FOCUS : LES PREROGATIVES DU JME

I - le JME, garant du déroulement loyal de la procédure

A - une mission de concertation

B - un pouvoir de coercition

II - le JME, garant de la qualité du dossier

A - l'élimination des vices de procédure

B - le recours au jugement sur dossier

FOCUS : CLOTURE DE L'INSTRUCTION ET OUVERTURE DES DEBATS

§1 - la clôture de l'instruction

A - conditions de clôture de l'instruction

B - effets de l'ordonnance de clôture

C - conditions de remise en cause de l'ordonnance de clôture

§2 - les débats

A - existence et moment des débats

B - la publicité des débats

C - le déroulement des débats

TITRE 2 – LA PROCEDURE DEVANT LE T.I

SECTION 1 – La procédure ordinaire

§1 – la procédure à fin de conciliation (Art. 830 CPC)

§2 – la procédure à fin de jugement

A – l'instance introduite par une assignation à toutes fins (Art. 829 CPC)

B – l'instance introduite par requête conjointe ou par présentation volontaire des parties

C – l'instance introduite par déclaration au greffe

SECTION 2 – les procédures particulières

§1 – l'injonction de payer (Art. 1405 à 1425 CPC)

§2 – l'injonction de faire (Art. 1425-1 à 1425-9 CPC)

TITRE 3 – LA PROCEDURE DEVANT LA COUR D'APPEL

SECTION 1 – la procédure ordinaire

§1 – l'introduction de l'appel (Art. 900 CPC)

§2 – l'instruction de l'appel

A – l'instruction de l'appel avec mise en état (Art. 907 CPC)

1 – l'office du juge

2 – le rôle des parties

B – exception : instruction de l'affaire sans mise en état

SECTION 2 – les procédures particulières

§1 – les procédures devant la formation collégiale

A – en matière contentieuse

1 – avec représentation obligatoire

a) la procédure à jour fixe : Art. 917 à 925 CPC

b) la procédure sur requête conjointe (=mode conventionnel d'introduction de l'instance)

2 – sans représentation obligatoire

B – en matière gracieuse

§2 – les procédures devant le premier président

JURISPRUDENCE 2015/2016 :

- ✓ exclusion des dispositions de l'art. 902 du CPC en cas de fixation à bref délai devant la CA : **Cass. Civ 2^{ème}, 2.6.2016 n° 15-18.596**
- ✓ Appel : nécessité du dépôt des conclusions pour bénéficier du délai supplémentaire de signification : **Civ 2^{ème}, 19.3.2015 n° 14-10.952**
- ✓ Délais pour conclure dans le cadre de la procédure d'appel : **Cass. Civ 2^{ème}, 4.6.2015 n° 14-10.548 (++)**
- ✓ Irrecevabilité de l'appel incident en cas de caducité de l'appel principal : **Cass. Civ 2^{ème}, 13.5.2015 n° 14-13.801**

PARTIE 4 – LES PRINCIPES FONDAMENTAUX DU PROCES CIVIL

CHAPITRE 1 – Les principes généraux de la procédure

SECTION 1 – Le droit au juge naturel (CEDH Sunday Time c/ RU, 1979)

SECTION 2 – le droit d'accès au tribunal (CEDH GOLDER, 1975)

SECTION 3 – l'exigence d'un tribunal indépendant et impartial

SECTION 4 – le principe de l'égalité des armes (CEDH, Avis, 16.7.1978)

SECTION 5 – le droit à un procès équitable

SECTION 6 – la publicité des débats judiciaires : le droit à un procès public

SECTION 7 – la durée de la procédure : le droit à un procès dans un délai raisonnable (CEDH Monnet c/France, 27.10.1993)

CHAPITRE 2 – Les principes tenant aux rôles respectifs des parties et du juge

SECTION 1 – le principe accusatoire ou d'initiative et la maîtrise et l'impulsion du procès

§1 – expression du principe : l'impulsion du procès appartient aux parties

§2 – les limites du principe : l'impulsion du procès dans l'office du juge

A – l'accroissement des pouvoirs du juge dans l'instruction du procès

B – les pouvoirs discrétionnaires du juge dans le déroulement de l'instance

SECTION 2 – le principe dispositif et la maîtrise de la matière litigieuse

§1 – les faits du procès

A – la part des parties : la charge de l'allégation des faits

B – la part du juge

1 – l’interdiction faite au juge de s’échapper des faits apportés par les parties (Art. 7 al1 CPC)

2 – possibilité pour le juge de prendre en compte les faits allégués par les parties mais non spécialement invoqués au soutien de leurs prétentions (Art. 7 al 2 CPC)

3 – la faculté d’inviter les parties à fournir des explications (Art. 8 CPC)

4 – les vérifications personnelles du juge (Art. 179 CPC)

§2 – le droit

A – la part prépondérante du juge

1 – l’obligation pour le juge de statuer conformément aux règles de droit applicable (Art. 12 al 1^{er} CPC)

- a) le principe général
- b) devoir de qualification des prétentions des parties
- c) devoir de requalification des prétentions des parties

2 – le pouvoir du juge de qualifier et de relever d’office les moyens de droit

B – la part des parties

§3 – la preuve des faits

FOCUS : QUESTION DE SAVOIR SI LE JUGE PEUT OU DROIT POUR TRANCHER LE LITIGE, QUALIFIER, REQUALIFIER OU RELEVER D’OFFICE LES MOYENS DE DROIT

SECTION 3 – Le principe du contradictoire

§1 – l’obligations pour les parties de respecter entre elles le principe du contradictoire

§2 – l’office du juge et le principe du contradictoire

A – le juge doit faire observer le principe du contradictoire : le juge arbitre du contradictoire

B – le juge doit observer lui-même le principe du contradictoire

1 – application du principe du contradictoire aux mesures ordonnées l’insu d’une partie (Art. 17 CPC)

2 – application du principe du contradictoire aux moyens de droit relevé d’office par le juge (Art. 16 al 3 CPC)

SECTION 4 – l’immutabilité et l’indisponibilité du litige

§1 – l’immutabilité du litige et les parties

§2 – l’indisponibilité du litige et l’office du juge

PARTIE 5 – LES MESURES D’INSTRUCTION

CHAPITRE 1 – La détermination de la preuve

SECTION 1 – la communication des pièces et documents

SECTION 2 – les mesures d’instruction

§1 – les règles générales applicables aux mesures d’instruction

A – décisions ordonnant des mesures d’instruction

B – exécution des mesures d’instruction

C – les nullités

§2 – les différentes mesures d’instruction

A – les vérifications personnelles du juge (Art. 179 et s. CPC)

B – la comparution personnelle des parties

C – les déclarations des tiers

D – les mesures exécutées par un technicien

JURISPRUDENCE 2015/2016

- ✓ Mesures d’instruction in futurum, compétence et clause attributive de juridiction : **Cass. Com, 16.2.2016 n° 14-25.340**
- ✓ Secret professionnel de l’avocat et secret des affaires : **Cass. Civ 1^{ère}, 25.2.2016**
- ✓ Mesure d’instruction avant tout procès et preuve illicite : **Cass. Civ 2^{ème}, 17.3.2016 n° 15-11.412**
- ✓ Mesure d’instruction in futurum et existence d’une instance au fond : **Cass.Civ 2^{ème}, 19.2.2015 n° 14-12.280**

CHAPITRE 2 – L’administration judiciaire de la preuve

SECTION 1 – la liberté de la preuve

SECTION 2 – les entraves à la liberté de la preuve

§1 – la loyauté

A – la preuve doit être légalement admissible

B – l’obligation pour les parties de coopérer

§2 – la neutralité

A – l’impartialité

B – nul ne peut se constituer de preuve à soi-même

PARTIE 6 - LE JUGEMENT

CHAPITRE 1 - Classification des jugements

SECTION 1 - les jugements définitifs

SECTION 2 - les jugements dits « provisoires »

§1 - les jugements provisoires par nature

§2 - une catégorie particulière : les jugements avant dire droit (Art. 482 CPC)

SECTION 3 - les jugements mixtes

CHAPITRE 2 - Elaboration, rédaction et prononcé des jugements

CHAPITRE 3 - Publicité et notification des jugements

CHAPITRE 4 - l'exécution des jugements

SECTION 1 - les conditions d'exécution des jugements

§1 - les conditions préalables : (Art. 502 CPC)

§2 - le moment de l'exécution

A - à partir de quel moment un jugement peut-il être exécuté ? (Art. 502 CPC)

B - dans quel délai un jugement doit-il être exécuté ?

C - à quel moment du jour et de l'année peut intervenir l'exécution forcée

§3 - les évènements susceptibles d'entraver l'exécution d'un jugement

SECTION 2 - l'exécution provisoire : domaine et condition

§1 - cas où l'exécution provisoire est de droit (Art. 514 al 1^{er})

§2 - cas où l'exécution provisoire est interdite

§3 - cas normal : exécutoire provisoire judiciaire et facultative

JURISPRUDENCE 2015/2016 :

- ✓ Jugement par défaut ou réputé contradictoire non signifié dans les 6 mois : **Cass. Civ 2^{ème}, 24.9.2015 n° 14-20.456**

- ✓ Arrêt de l'exécution provisoire : compétence du 1^{er} Pdt avant la constatation : **Cass. Civ 2^{ème}, 18.2.2016 n° 14-20.199**

PARTIE 7 – LA JURIDICTION PRESIDENTIELLE, LE REFERE ET LES ORDONNANCES SUR REQUÊTES

CHAPITRE 1 – Les attributions du P^{dt} du TGI

SECTION 1 – juridiction contentieuse et provisoire

§1 – le référé

A – le domaine du référé : les conditions générales de la compétence du juge des référés

- 1 – cas dans lesquels l'urgence est la condition de la compétence du juge des référés : le référé ordinaire (Art. 808 CPC)**
- 2 – cas dans lesquels l'urgence est présumée et résulte des circonstances (Art. 809 al 1^{er} CPC)**
- 3 – cas dans lesquels l'urgence n'est pas exigée (Art. 809 al 2 CPC)**
- 4 – le référé et les mesures d'instruction in futurum de l'article 145 CPC**

B – le régime de l'ordonnance de référé

C – les recours

§2 – les ordonnances sur requête (Art. 493 CPC)

A – le domaine de la procédure sur requête

B – le régime de la procédure sur requête

CHAPITRE 2 – les attributions du juge d'instance

CHAPITRE 3 – les attributions du 1^{er} P^{dt} de la CA

SECTION 1 – juridiction des référés

SECTION 2 – juridiction des requêtes

JURISPRUDENCE 2015/2016 :

- ✓ Rétractation d'une ordonnance sur requête : **Cass. Civ 2^{ème}, 17.3.2016 n° 15-12.456**
- ✓ Droit de passage reconnu en référé : absence d'ADLCJ au principal et demandes nouvelles en appel : **Cass. Civ 2^{ème}, 25.2.2016 n° 14-29.760**

PARTIE 8 – LES VOIES DE RECOURS ORDINAIRES ET EXTRAORDINAIRES

CHAPITRE PRELIMINAIRE : Les principes généraux

SECTION 1 – théorie générale des voies de recours

§1 – les voies de recours classiques

§2 – les autres recours

SECTION 2 – les règles communes aux diverses voies de recours

§1 – le délai de la voie de recours

§2 – l'exercice des voies de recours

CHAPITRE 1^{er} : les voies de recours ordinaires

SECTION 1 – l'opposition (Art. 571 à 578 CPC)

§1 – les conditions de recevabilité de l'acte d'opposition

A- faculté d'opposition

B- délai de l'opposition

C- formes de l'opposition (Art. 573 CPC)

§2 – les effets de l'acte d'opposition

§3 – Issue du procès

SECTION 2 – l'appel

§1 – les conditions de l'appel

A – conditions de fond : le droit d'appel

1 – les décisions susceptibles d'appel

2 – les parties en appel

a) l'appel de ceux qui étaient parties en 1^{ère} instance

b) l'intervention volontaire ou forcée en appel

3 – délai et moment de l'appel (Art. 538 CPC)

B – les formes de l'appel : l'acte d'appel

§3 – les effets de l'appel

A – l'effet suspensif

B – l'effet dévolutif

C – l'évocation

CHAPITRE 2 – les voies de recours extraordinaire

SECTION 1 – la tierce opposition (Art. 582 à 592 CPC)

SECTION 2 – le recours en révision (Art. 595)

SECTION 3 – le pourvoi en cassation

PARTIE 9 – L'AUTORITE DE LA CHOSE JUGEE

CHAPITRE 1 – conditions et domine de l'ADLCJ

§1 – autorité de la chose expressément jugée

§2 – autorité de la chose implicitement jugée

§3 – autorité de la chose virtuellement jugée

CHAPITRE 2 – portée de l'ADLCJ

§1 – la chose jugée et les parties

§2 – la chose jugée et le juge

§3 – la chose jugée et les tiers

CHAPITRE 3 – sanction de l'ADLCJ

FOCUS : LA THEORIE DE L'ESTOPPEL

- **Cass. Com, 10.2.2015 :**

I – la difficile « importation » du principe de l'estoppel

A – la sanction incertaine de l'interdiction de se contredire au détriment d'autrui

B – la remise en cause de l'interdiction de se contredire au détriment d'autrui

II – la condamnation de l'importation du principe de l'estoppel

A – une condamnation implicite de l'interdiction de se contredire au détriment d'autrui

B – une condamnation légitime de l'interdiction de se contredire au détriment d'autrui

- **Cass. Civ 1^{ère}, 28.10.2015 n°14-22.207**

